

## **Mars le mois de la guerre surprise : objectif Téhéran**

Un déploiement de forces impressionnant est actuellement en cours dans le Golfe Persique. Si le porte avions nucléaire Charles de Gaulle appareillera avec son escadre complète le 24 février 2006, à destination du Golfe Persique, il n'est qu'un élément parmi d'autres de la coalition qui est en train de se mettre en place.

Vous pourrez constater en vous connectant aussi bien sur le site de la marine US, que de la Navy Britannique ou encore sur le site du ministère français de la Défense la véracité de cette démonstration de forces occidentales.

Où en sommes nous donc aujourd'hui ?

Nous pouvons sans trop de crainte d'erreur, affirmer que nous sommes entrés dans la phase ultime des négociations. A l'heure actuelle, la Russie a confirmé qu'elle ne soutiendrait pas militairement l'Iran en cas d'attaque d'une coalition emmenée par les Etats-Unis. Vous trouverez en annexe la déclaration de Sergueï Karaganov président du Conseil de politique extérieure et de défense. Nous pouvons désormais avancer l'hypothèse que la Chine ne rentrera pas en conflit avec les USA pour « protéger » son partenaire iranien.

Le mois de mars devrait voir l'ouverture de la fameuse Bourse du Pétrole iranienne en euros. Ce projet fait actuellement parti du cadre des négociations en cours sous l'égide de la Russie de Vladimir Poutine qui cherche encore une issue pacifique à cette crise.

Que se passera-t-il en cas d'échec des ultimes pourparlers ?

Tout d'abord, la coalition internationale qui attaquera l'Iran est déjà constituée et connue : il s'agit de toutes les nations ayant envoyé, envoyant, ou comptant envoyer des troupes dans la région, la France, le Royaume Uni, bien sûr les Etats-Unis et de façon générale, les pays de l'OTAN.

Ensuite, si une vision optimiste de la situation peut permettre d'analyser les événements actuels sous l'angle d'une mise sous pression du régime des Mollahs avec un déploiement de forces ayant pour objet de faire asseoir Mahmoud Ahmadinejad à la table des négociations. Une vision pessimiste, quant à elle, consisterait à lire les événements comme les préparatifs d'une attaque préventive surprise contre l'Iran désormais inéluctable.

Pourquoi cette attaque, si attaque il devait y avoir ne peut être qu'une attaque « surprise » sans résolution préalable de l'ONU ou de quelconques instances internationales ?

Le fiasco irakien, le scandale des fausses preuves américaines brandies par Colin Powell au Conseil de Sécurité des Nations Unies et l'opposition globale des opinions publiques occidentales sont autant d'éléments de nature à bloquer une intervention de la coalition. Par conséquent, le chemin suivi en cas d'attaque de l'Iran ne pourra absolument pas être comparable à la stratégie « diplomatique » qui avait précédé l'invasion de l'Irak en 2003.

Mais attaquer l'Iran est-il indispensable à l'occident ?

Je ne veux pas ici prendre parti pour ou contre un tel conflit mais exposer les motivations des forces de la coalition. En effet, la volonté d'indépendance et de souveraineté iranienne manifestée à travers la détention de l'arme nucléaire et de l'arme économique (la Bourse du Pétrole) fait peser deux menaces stratégiques parfaitement identifiées : un contrôle du Golfe Persique par l'Iran donc des réserves de pétrole et une menace économique de nature à entraîner l'effondrement du système monétaire mondial.

Par conséquent, si les négociations en cours n'aboutissent pas à un accord acceptable, nos armées seront engagées dans un conflit préventif inédit. Aucun préavis ou délai de réflexion ne sera donné à nos populations la décision étant déjà prise en réalité depuis plus de 10 ans. J'avais évoqué le fait dans une précédente analyse que la France tenait

une place particulière dans le développement de l'industrie nucléaire iranienne. Lorsque Jacques Chirac a réglé en parti le célèbre contentieux EURODIF en 1995, il était écrit que si nous « donnions » aujourd'hui la bombe, nous la « reprendrions » demain.

Désormais, le choix est clair : soit l'Iran accepte un contrôle international de ses activités d'enrichissement réalisées sur le sol russe et permettant d'avoir la certitude d'une utilisation civile de ces technologies nucléaires, et renonce à son projet de Bourse du pétrole en euros, soit il est acquis que la guerre éclatera.

La stratégie diplomatique de l'Iran qui consistait à désolidariser les 5 grands a échoué. Ni la Russie ni la Chine ne prendront le risque d'une 3<sup>ème</sup> guerre mondiale nucléaire pour protéger l'Iran. Ils préféreront de beaucoup, en accord avec les Etats-Unis, se partager la dépouille de l'Iran. Les dirigeants iraniens ne pouvaient pas ne pas prendre en compte cet élément dans leurs réflexions. Dans mon analyse précédente j'avais attiré votre attention sur le fait que l'Iran possède déjà l'arme nucléaire bien qu'en faible quantité, de faible puissance et avec des vecteurs de faible portée (missile de type de Shihab – 3 d'une portée de 1500 à 2000 kilomètres.

Que se passerait-il si l'Iran faisait usage de ses armes de destructions massives ? S'il vise l'état d'Israël, celui-ci n'hésitera pas un seul instant à vitrifier l'intégralité de la Perse et des persans. S'il vise des regroupements de forces de la coalition ils subiront également des représailles nucléaires massives de nature à les faire réfléchir a priori.

L'Iran ne semble donc pas avoir d'autres choix que d'accepter le « diktat » occidental. Aucun pouvoir politique n'est suicidaire pas même celui de Saddam Hussein qui avait accepté toutes les conditions imposées par la Communauté Internationale. Si l'Iran ne se montre pas plus conciliant c'est qu'il détient forcément un joker lui permettant une certaine parité stratégique.

L'Iran serait-il donc capable de menacer les sanctuaires que représentent nos territoires nationaux ? Ses missiles sont de trop courte portée. La seule façon consisterait à pré positionner dans chacune des grandes capitales des armes nucléaires qui auraient été transportées. Cela est-il impossible ? Non. Cela a même été envisagé dans tous les war games. Cela est-il le cas ? Seule l'avancée des négociations et de l'attitude de l'Iran nous renseignera. En tout état de cause, l'Or et le Pétrole ne pourront être affectés qu'à la hausse par ces événements et incertitudes.

Good Night and Good Luck

Km.

## **Annexe**

***Par Sergueï Karaganov, président du Conseil de politique extérieure et de défense***

***Le 6 février 2006***

Le conflit autour du programme nucléaire de l'Iran est entré en phase d'Endspiel. Pendant longtemps la troïka européenne, d'un côté, et la Russie, de l'autre, avaient essayé de convaincre l'Iran de renoncer aux volets du programme pouvant conduire, théoriquement, à la création de la bombe atomique. Les Etats-Unis avaient tenu le rôle du "méchant gendarme", mais ces dernières années ils avaient quelque peu assoupli leur politique.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) agissait parallèlement. Ses inspecteurs remarquaient parfois des signes de recherches militaires dans les programmes de l'Iran ou de dissimulation de programmes mais, en règle générale, ils concluaient que formellement l'Iran ne sortait pas du cadre des engagements du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Cependant, ces derniers mois le refus de Téhéran de renoncer catégoriquement aux recherches nucléaires revêtant un caractère militaire potentiel et d'abandonner l'idée de créer des technologies pour enrichir l'uranium avait fini par convaincre la troïka que les dirigeants iraniens utilisaient tout simplement les négociations pour gagner du temps. La Russie a été la plus longue à se résigner. Pendant de nombreuses années elle avait stoïquement résisté aux pressions de l'Occident qui réclamait l'arrêt de la construction de la centrale nucléaire de Bouchehr, montrant ainsi qu'elle était un partenaire sûr. Nous livrions même des armements conventionnels.

Dans l'ensemble nous n'avons jamais cessé de considérer l'Iran comme un Etat ami, un partenaire géopolitique précieux dans la région.

L'Iran a réussi à réduire la croissance de la population, a créé, en complément à sa grande culture antique, un système d'enseignement relativement moderne, dès avant le boom pétrolier il avait obtenu une légère augmentation du PIB par habitant, ce qui contrastait fortement avec la situation dans la plupart des pays limitrophes.

Nous avons également proposé à l'Iran d'implanter en territoire russe une usine conjointe d'enrichissement d'uranium pour les centrales nucléaires iraniennes, de manière à affranchir l'Iran de tout soupçon de vouloir créer l'arme atomique.

Des négociations avaient été engagées mais, d'après ce que l'on sait, sans beaucoup de succès. Nos propositions avaient été repoussées, ensuite les pourparlers avaient repris, puis Téhéran avait proposé d'inclure la Chine dans le projet.

Parallèlement d'abord chez les experts et les politiques occidentaux, et ces derniers temps dans les milieux scientifiques russes, on a vu se former une opinion presque unanime selon laquelle la diplomatie iranienne ne vise qu'une chose: gagner du temps pour créer la bombe.

Les arguments avancés par les experts estimant que l'Iran avait besoin d'un programme nucléaire uniquement pour pouvoir l'utiliser en qualité de monnaie d'échange pour sortir de son semi isolement et renforcer son prestige international ne sont plus aussi convaincants.

Téhéran nie avec véhémence vouloir accéder à la bombe. Seulement on ne le croit pas. Tout comme on ne fait pas confiance à tout pays ayant un système politique hermétique, tout comme on ne croyait pas les assurances de l'URSS quant à ses intentions pacifiques.

Pour Téhéran la situation a empiré après certaines déclarations du président iranien au sujet d'Israël. L'image entretenue de pays responsable a commencé à se dégrader rapidement.

Je tiens à être clair. Les Iraniens ont le droit moral de souhaiter disposer de l'arme nucléaire. Ils vivent dans une région très dangereuse. Au sud il y a le Pakistan nucléaire, qui peut exploser à tout moment. A l'ouest il y a l'Irak instable avec des troupes américaines, plus loin c'est Israël, nucléaire lui aussi, et que Téhéran qualifie d'ennemi acharné. (Quoique ici le problème relève dans une grande mesure de l'Iran lui-même qui se cherche des ennemis). Les Iraniens redoutent non sans raison l'attitude - injuste pour beaucoup - de la communauté internationale vis-à-vis d'eux. Ils n'ont pas oublié que pendant la guerre irano irakienne tout le monde - les Etats-Unis et l'URSS - avait aidé l'Irak et observé un silence honteux lorsque ce dernier avait utilisé des armes chimiques contre les Iraniens.

Seulement le problème réside dans ce que l'accession de l'Iran à l'arme nucléaire est inacceptable ni pour les Etats de la région, ni pour les grandes puissances, en premier

lieu la Russie qui se trouve à proximité immédiate de lui et dans les limites de la portée des vecteurs iraniens éventuels de l'arme nucléaire.

Il est hautement probable que la nucléarisation de l'Iran inciterait l'Arabie saoudite et l'Egypte à créer elles aussi leur "bombe nucléaire arabe". Il faudrait alors faire son deuil de la notion de stabilité stratégique à laquelle les anciennes puissances nucléaires sont parvenues en plaçant parfois l'humanité au bord d'un cataclysme mondial. Le risque d'une guerre nucléaire aux conséquences imprévisibles décuplerait. On se demande comment Téhéran nucléaire se comporterait, ce qui se passerait si les éléments prônant la destruction d'autres Etats et le blocus du golfe Persique venaient à prendre le dessus au sein de la direction iranienne. C'en serait définitivement fini du Traité sur la non-prolifération. Il faudrait s'attendre à tout moment à des frappes préventives, même avant que l'Iran n'entre en possession de l'arme nucléaire, quoique personne, pas même les Américains, ne songe à y recourir, parce que conscients de leur efficacité militaire limitée et de leur nocivité politique illimitée.

Dans cette situation, compte tenu des intérêts vitaux de notre propre sécurité, nous n'avons pas le droit moral de continuer à nous opposer aux pressions toujours plus fortes de l'Occident, à ses appels à transmettre le dossier iranien au Conseil de sécurité de l'ONU. Toutes les grandes puissances se sont mises d'accord pour que le 2 février l'AIEA informe le Conseil de sécurité de ce dossier. Son examen ne pourra commencer que dans un mois, après le rapport définitif de l'AIEA. Ce créneau de possibilités a été négocié par Moscou pour Téhéran, et même après cela du temps restera disponible avant l'introduction de sanctions éventuelles.

Maintenant la balle est dans le camp de Téhéran. Ses représentants disent que le transfert du dossier au Conseil de sécurité ferme la porte aux pourparlers. Ce n'est pas vrai. D'autres prétendent que cette concession ne serait pas tolérée par le parlement et le peuple. Cet argument lui non plus n'est pas convaincant. Dans le contexte de la "démocratie dirigée" qui existe en Iran et du contrôle total exercé sur les grands moyens d'information les références à l'opinion n'ont pas de poids.

Téhéran est confronté à un défi historique et il va devoir y répondre rapidement. Soit l'Iran renonce immédiatement à son potentiel nucléaire militaire (par exemple en acceptant les propositions russes) en échange d'une sortie de son semi-isolement international, d'une reconnaissance en qualité de joueur responsable du monde nouveau. Dans ce cas les investissements afflueraient dans le pays, son potentiel économique et son prestige international grandiraient en conséquence.

Soit Téhéran poursuit son programme nucléaire à connotation nucléaire. Dans ce cas il y aura des sanctions, un entourage froid pour ne pas dire hostile, moins de possibilités de recourir à des ressources et aux technologies extérieures, un ralentissement du

développement économique et la condamnation au retard. Et aussi l'attente permanente de frappes préventives contre les sites nucléaires et peut-être même contre l'infrastructure industrielle.

On voudrait beaucoup espérer que les héritiers de la merveilleuse culture perse, que l'élite intellectuelle sauront surmonter les vieilles offenses et suspicions et les vestiges du fanatisme religieux, sortir l'Iran du "carcan nucléaire" et ouvrir devant le pays la voie qui, en l'empruntant, fera de lui une grande puissance. Nous y sommes tous intéressés.